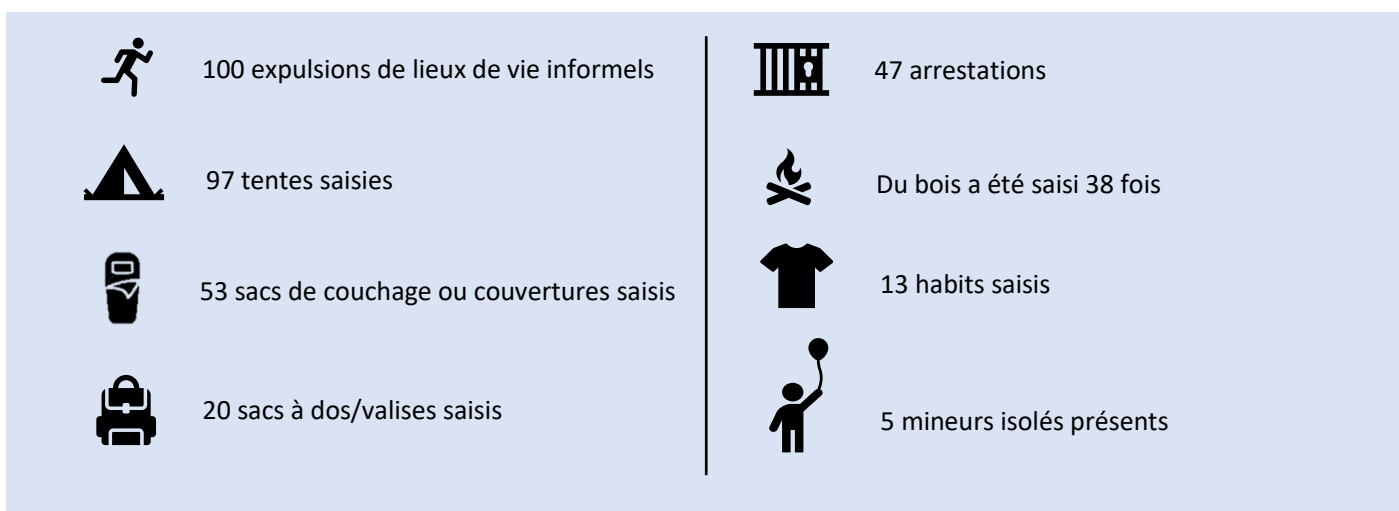




Bulletin mensuel des observations des expulsions menées par Human Rights Observers à Calais, Pas-de-Calais – Janvier 2020

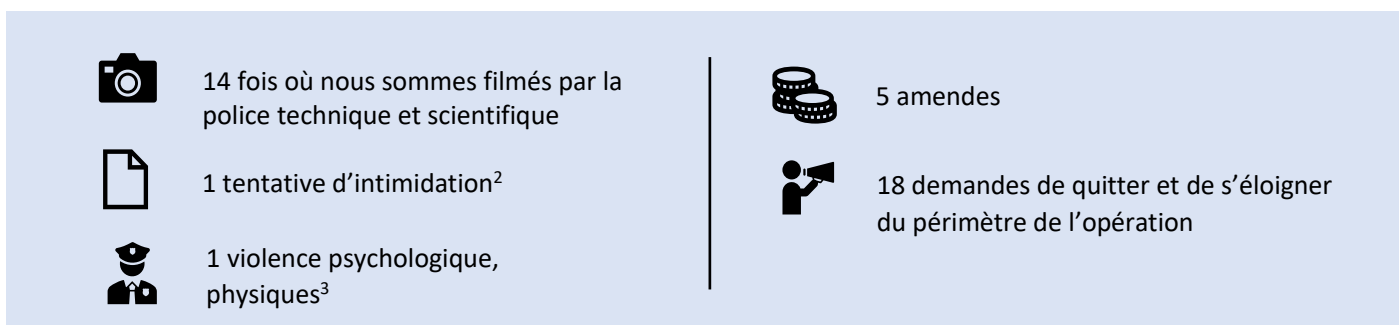
Depuis 2017, le projet Human Rights Observers a pour mission d'observer et de documenter quotidiennement les violations des droits humains des personnes en situation d'exil à la frontière franco-britannique¹.

Chiffres concernant les expulsions quotidiennes des lieux de vie informels



Dans le cadre de la politique « d'évitement des points de fixation » ces opérations de harcèlement consistent à forcer les personnes exilé-e-s à déplacer leurs tentes de quelques mètres (de 2 à 500 mètres) quotidiennement entre 8h et 11h, mais également à saisir ou détruire des biens de premières nécessités et/ou affaires personnels. Ces opérations sont accompagnées de contrôle d'identité souvent abusifs (*Cour de cassation, 25 avril 1985, n° de pourvoi 84-92916*) et donnent lieu à des arrestations puis placement en rétention administrative alors illégaux.

Harcèlement des défenseurs des droits



¹ Nos données se basent sur nos observations et ne sont donc pas exhaustives.

² Les bénévoles ont été empêchés de filmer par les camions de gendarmerie qui ont été mobilisés juste devant eux.

³ Une bénévole a été agrippée violemment par la taille par un gendarme afin de l'empêcher de s'avancer. L'agresseur a été rappelé à l'ordre par son chef pour la laisser circuler librement.